

Les migrations dans le monde

par M. Bertrand Badie

Merci de m'avoir invité et un grand bravo d'avoir organisé cette journée sur ce thème, enfin les langues se délient et un regard lucide est porté sur ce phénomène qui relève de la banalité du monde, de la mondialisation. La migration est un fait social ordinaire. Elle s'inscrit dans le rythme de la vie mondiale. En tant que professeur de relations internationales, je rencontre souvent cette question et ma conclusion est claire, simple et correspond à une conviction profonde: la migration c'est l'avenir du monde. Le migrant est l'avenir du monde, heureux ceux qui ont la charge de la cité et savent la préparer à accepter le phénomène migratoire comme un acte et un fait social banal. J'ai peur non pas de la migration mais de tous ces combats d'arrière-garde car ils détruisent, font mal et on les entend tous les jours à la radio, ils produisent des discours inquiétants, alors que je vais vous montrer que dans l'ordre mondial, la migration apparaît comme très fonctionnelle.

A la demande d'un précédent gouvernement nous avons fait un rapport sur la gouvernance globale des migrations, nous nous sommes rendus aux Nations unies où nous avons vu des gens courageux, anonymes qui travaillent sur l'éducation d'un régime de gouvernance globale de l'émigration qui étaient heureux que la France commence à s'intéresser à cela. On ne sait plus trop où est parti ce rapport, il n'est pas sur la table.

Un phénomène banal

Dans cet univers banalisé, il faut constater que la migration n'est pas ce monstre qu'on a tendance à nous décrire, la population migrante dans le monde c'est à peine 200 millions de personnes, à peine 3% de la population mondiale. Tout le monde ne bouge pas. Si on prend le milieu du XXème siècle comme point de référence, la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui avec la naissance de la vraie mondialisation, des transports qui facilitent les déplacements transcontinentaux, on est passé d'une proportion de migrants de 2% à 3% de la population mondiale. Cela ne mérite pas 50% ou presque du discours politique dans nos sociétés du nord. 190 millions de migrants auxquels il convient d'ajouter 13 millions de réfugiés. Un peu plus de la moitié de ces migrants concerne le nord mais une très grosse minorité, 40%, concerne les migrations sud/sud. Le capital des 190 millions n'affecte pas nos sociétés dites développées.

L'Europe n'est pas la plus exposée, on compte pour les USA 1,4 millions de migrants par an, l'Europe est autour d'un million. Il y a plus d'Européens que d'Américains donc les USA font mieux que nous dans ce domaine. Les migrants représentent 4 pour 1000 aux USA, et 1,5 pour 1000 en Europe. Nous ne sommes donc pas dans une situation d'urgence, de détresse ou de bouleversement. Mais dans une situation telle que les politiques ou les sociologues devraient dire de lente évolution qui laisse le temps de l'adaptation de nos comportements, de nos mentalités et de nos politiques. Il n'y a pas lieu de dramatiser mais il faut porter un regard serein sur ce que signifie la migration dans notre espace mondial.

Comment s'internationalise la question de l'émigration ?

Comment le monde vu de l'Europe la découvre-t-il et l'accueille-t-il? La migration est un réservoir de potentialités. Trois tableaux s'entrechoquent, il faut comprendre les trois pour faire un état des lieux convenable de la situation.

1. Un univers de crainte et d'échec

2. Une reconnaissance lucide

3. La mise en route d'une gouvernance globale

1. Un univers de crainte et d'échec

Il est difficile de passer d'une culture d'émigration à une culture d'immigration. L'Europe a formé, construit sa culture sur une culture d'émigration. Des émigrés ont quitté l'Europe pour aller « menacer » l'identité de ces pays lointains, 60 millions d'Européens ont traversé l'Atlantique pour « menacer » l'identité des USA naissants. On aurait pu créer un ministère de l'identité là-bas à ce moment-là.

Passer de la culture d'émigration à une culture d'immigration est source de tensions culturelles, c'est ainsi qu'il faut comprendre la méfiance. L'immigré qui vient chez nous vient d'un monde que nous contrôlions. Dans ce retour légitime vers chez nous de celui que nous avons exploité chez lui et qu'aujourd'hui nous continuons à exploiter, il y a un destin qui prend sa revanche. Ce qui explique l'inconscience de ceux qui parlent des Français qui ne sont pas de vieille souche comme le dit un sénateur de la Meuse...

La peur liée à l'échec

Tout ce que nous avons fait en matière d'immigration a abouti à un échec. Quand on échoue on a peur, c'est l'échec qui fait peur, il n'y a pas de raison d'avoir peur de la réussite. Les régimes répressifs: cet échec est patenté par les statistiques onusiennes qui indiquent que seulement 22% des Etats du monde pratiquent une politique répressive en matière d'immigration. Les îles Tonga sont moins concernées que la France mais l'attitude répressive en matière migratoire est devenue minoritaire, le pourcentage des Etats adoptant une politique répressive tend à décliner. Nous sommes dans un monde où l'on prend de plus en plus conscience que la méthode répressive n'est pas bonne, parce qu'elle n'est pas efficace et n'aboutit pas aux résultats escomptés. La répression a donné naissance à un autre phénomène plus grave, celui de la clandestinité. Quand on entre en clandestinité on entre dans l'univers mafieux. On régale toute une série d'acteurs qui en font leur fortune et qui trouvent le filon d'une nouvelle exploitation de l'homme.

Mais il y a plus, la répression est terriblement coûteuse, à une époque où on veut flatter le contribuable et lui présenter une facture moindre, que d'économies à faire en supprimant tout ce lourd appareil répressif de contrôle qui n'aboutit qu'à des contre-performances.

Échec de toutes ces politiques de substituts.

Il faut avoir le courage de regarder cela en face. La communauté internationale a souvent dit qu'il est difficile de traiter la question de l'émigration ici, qu'il faut la traiter là-bas à travers l'aide au retour, en procédant au co-développement, nous pourrions éteindre l'émigration.

Le choix de se déplacer est nouveau, on part du postulat que celui qui émigre le fait par plaisir, que c'est une sorte de club Med du pauvre. Or c'est une souffrance de quitter sa terre, sa famille, d'arriver dans un univers hostile même si on le sait plus riche et ouvert à davantage d'opportunités. L'aide au retour s'inscrit dans une économie de l'échec pour celui qui aura tenté l'aventure et qu'on reconduit chez lui.

Le co-développement est un mirage. La matrice de la migration n'est pas la pauvreté ou le sous-développement, c'est le différentiel. Co-développer n'empêche pas de mettre en lumière ce différentiel, d'entraîner le moteur, le jeu d'attraction qui fait que l'on choisira encore de se déplacer.

L'échec de la coopération inter-étatique.

C'est l'idée qu'en négociant entre états pauvres et riches, on pourra régler le problème. Rappelez-vous la conférence de Rabat, celle de Tripoli en 2006 dont on s'aperçoit qu'elle a davantage la fonction de flatter le clientélisme des petits chefs et des petits dictateurs locaux que de créer un régime de coopération.

Échec des politiques d'intégration

Nous ne savons pas intégrer parce que nous ne savons pas définir l'immigré, nous le présentons comme quelqu'un qui ne vient pas de chez nous et qui mange le pain des Français. Dans le sketch de Fernand Raynaud, l'étranger en a assez d'entendre cela et s'en va et le lendemain il n'y a plus de pain, parce que l'étranger c'était le boulanger! Nous ne savons pas construire cet imaginaire de notre futur, la division du travail où chacun apporte sa pierre. Présenter l'intégration comme une faveur, comme une charité, un beau geste, ce n'est pas ça l'intégration, c'est construire ensemble.

Voilà l'aspect sombre, c'est hélas le pré carré de l'entreprise politique qui, à très court terme, a flatté le sentiment xénophobe ou identitaire, cela donne du client. Quand nous avons présenté notre rapport on nous a répondu qu'aucun homme politique ne pouvait présenter pareilles conclusions à ses électeurs. J'ai répondu qu'un homme politique ne pouvait pas mais un homme d'Etat oui.

2. Une reconnaissance lucide

Le parcours fait par la communauté internationale, ce que nous ne voyons pas en France car on ne nous le montre pas beaucoup, c'est que dans le monde on s'est saisi de la migration de manière positive, il faut rendre hommage au grand secrétaire des Nations unies Kofi Annan qui a joué un rôle essentiel dans la réalisation de ce travail. Il a compris d'où venait le mal, que la migration devait être installée au cœur du multilatéralisme, alors qu'hélas la migration est affaire de bilatéralisme. C'est un mal dans le monde actuel. Il y a 176 accords bilatéraux en matière de migration au sein de l'OCD. On règle le problème deux par deux, France/Botswana, Allemagne/ Burundi. Il n'y a pas de régime international de la migration. Lorsqu'on s'approche du multilatéralisme, on le bloque dans le régionalisme, c'est à dire, une politique européenne ou nord américaine. C'est bien et l'Europe est assez courageuse dans le traitement de cette question mais l'Europe n'est pas un espace de régulation mais une terre d'immigration. La gouvernance globale implique que soient ensemble les pays d'émigration et les pays d'immigration.

On a tenté pour cela de définir une convention internationale sur le droit des migrants en 1991. 37 Etats sur 192 dans le monde ont signé cette convention mais aucun Etat européen! Cette convention est hors jeu, à tel point que lorsqu'on en parle, y compris à ceux qui militent pour un régime global de l'émigration, il faut tout refaire. Elle n'est pas utilisable en tant que telle.

Le troisième pas a été franchi par ce magnifique rapport publié par la Division de la population de la direction de l'économie des Nations unies à la demande de Kofi Annan, premier grand rapport sur la migration dont on ne parle pas ici. Il dit que les Etats développés auraient intérêt économiquement, politiquement, socialement et culturellement à ouvrir leurs frontières. Ceux qui ont écrit ce rapport sont surtout d'Europe du nord et sont très sérieux, ce rapport est très précis et établit que l'Europe aurait intérêt à doubler le nombre de ses migrants par an. Intérêt. Il ne s'agit pas de charité, de philanthropie. Ce rapport a déjà fait bouger les choses, en 2003 on a créé la commission globale de l'émigration qui est la première commission intégrant différentes organisations internationales, experts du haut commissariat aux réfugiés, de l'OIT, de l'UNICEF, de l'AFAO, de l'OMS etc. 14 organisations, agences et institutions spécialisées des Nations unies ont participé à cette commission.

A partir de 2003 on a commencé à faire sauter un verrou, l'extraordinaire fragmentation, séparation, cloisonnement entre les organisations internationales sur la question de l'émigration. Ceci est compliqué par le fait qu'il n'y a pas dans le système onusien la fameuse OIM, organisation internationale de la migration créée de manière conjoncturelle au lendemain de la seconde guerre mondiale pour régler les problèmes de déplacements des populations à l'intérieur de l'Europe. Elle bloque l'internationalisation du thème avec une vision très conservatrice, limitée et ultrasouverainiste des rôles respectifs, voilà pourquoi la plupart des Etats riches tend à la soutenir.

En 2004 Kofi Annan passe encore une vitesse en créant une commission de haut niveau sur cette question. En 2006 il crée un représentant spécial pour ces questions de migration, en 2007 est ouvert le premier forum mondial sur l'émigration et le développement à Bruxelles, puis à Manille. Cela commence à se ritualiser comme un lieu de rencontres.

3. La mise en route d'une gouvernance globale

Maintenant que sont posés les jalons institutionnels et politiques vers quoi aller?
- **Admettre que la migration est un fait social ordinaire** et fait partie d'un comportement social normal. Quelques exemples:

Quand l'Europe rassemble 32% du PIB mondial et 6% de la population mondiale, quel est le comportement normal? Venir la rejoindre. Quand l'Italie aura en 2020, 3 millions d'actifs en moins et que le Nigeria aura 25% d'actifs en plus, si vous êtes Nigérian et que vous entendez parler de l'Italie, que faites-vous? Le fait social ordinaire n'est qu'un fait régulateur de cette tendance humaine à se déplacer vers les moyens quand on appartient à un ensemble surpeuplé et privé de moyens. La migration mondiale jouera toujours de gré ou de force ce rôle de régulation des inégalités mondiales.

- **Quel est le bon point de départ ?** Le territoire national ou le fait migratoire? Toutes nos analyses considèrent que le point fixe de l'humanité c'est le territoire, le passage de la frontière et si le point fixe était l'homme, l'être humain? Est-on condamné à toujours prendre le migrant

comme l'instrument d'une rationalité territoriale ou prenons-nous le territoire comme élément de la rationalité humaine ?

L'Etat a-t-il encore le même sens aujourd'hui lorsque les individus et les acteurs non étatiques peuvent agir dans l'espace mondial sans son autorisation en le contournant et en disposant d'informations, de messages qui viennent d'ailleurs? L'Etat a perdu son monopole dans la formation, dans la production de l'information, la définition des règles mondiales. Cette nouvelle gouvernance globale est faite pour précisément associer l'Etat aux acteurs non étatiques.

Avec quel pari ?

Trouver un optimum gagnant, faire de la migration un bien public mondial qui fasse gagner les migrants, les pays de départ et d'accueil. C'est une équation possible, pour que tout le monde y gagne.

Quelle est la perspective de ce régime global de la migration ?

La migration peut faire gagner tout le monde :

- Apporter un bien indispensable au migrant.

Les transferts de l'argent gagné par les migrants sont passés depuis 1995 de 102 milliards à 232 milliards de dollars, les transferts atteignent un niveau supérieur à l'aide publique au développement, c'est la principale ressource pour les populations migrantes.

- Les sociétés de départ peuvent aussi trouver un avantage à travers ces transferts. Le jeu de la migration n'est pas assez mis en évidence et a un effet considérable de reconstruction des pays de départ, de socialisation à la modernité, au droit, à la démocratie. Le migrant qui revient chez lui parle de droits sociaux, de respect de droits de l'homme, si toutefois nous savons en témoigner.

L'importance de la migration dans la transformation des sociétés de départ est un vrai sujet de recherche et de réflexion, bien plus intéressant que le co-développement, les logiques de transferts matériels, financiers, symboliques, idéologiques.

Un exemple remarquable: la Chine, le retour des étudiants chinois venant des USA où ils sont accueillis généreusement suralimentent les universités chinoises et apportent une plus value. Aujourd'hui avec la nanotechnologie, les Chinois sont supérieurs aux Américains. Le jeu de la migration fait que les deux savoirs et les deux cultures s'additionnent et donnent un plus remarquable.

- L'apport est tout aussi réel pour les sociétés d'accueil.

Je ne vais pas égrener tout ce que vous connaissez, comme la contribution des populations migrantes à l'accomplissement de travaux que nos sociétés locales ne savent ou ne veulent plus faire. Je rends hommage aux Haïtiennes, Philippines, Camerounaises qui sont aux côtés de nos parents âgés. Le même phénomène se trouve au Japon mais comme le Japon est très protectionniste en matière d'émigration, les Japonais exportent les vieux, les nonagénaires et octogénaires sont envoyés en Thaïlande, aux Philippines pour y attendre la mort. A nous de

réfléchir à la société de demain, le quatrième âge est l'un des grands défis de notre société. Choisissons-nous de faire venir une population capable de les aider ou choisissons-nous de les exporter comme des déchets? Il y a là un espace de fonctionnalités.

Il y a un autre espace de fonctionnalités, l'étude des Nations unies montre que si vous élevez de 3% le pourcentage de la population migrante dans les pays développés de l'Europe vous augmentez le revenu des résidents de 200 dollars par mois. La direction économique des Nations unies a établi que l'élévation de la courbe de migration renchérit la population locale.

Les économistes travaillent sur un autre point, c'est le problème de la délocalisation, avec l'économie mondialisée nous sommes face au risque de plus en plus fort de délocaliser les entreprises. Moins vous ferez venir de migrants, plus il y aura de délocalisation, plus vous faites venir de migrants, plus vous reprenez de main d'œuvre sur le territoire national, plus vous limitez les effets de la délocalisation.

Le véritable enjeu dans notre agenda est de créer le concept de bonne mobilité, de bonne migration.

C'est une mobilité informée, le brouillage sur les chiffres de la migration est redoutable dans la gestion des flux mais la bonne information est celle du migrant qui doit savoir où il va, il doit avoir les moyens d'accéder à la connaissance de la société qui l'accueille, il a droit au bonheur, au respect, ce droit est une utilité pour la société d'accueil, un migrant respecté et heureux s'intègre et se trouve davantage à l'abri des risques de violence.

Un travail d'information et d'intégration est à faire, en termes d'utilité et un travail d'assistance juridique, ce qui manque à l'émigration est d'être aidée. Je félicite les Eglises de jouer un rôle très fonctionnel. Il y a encore beaucoup à faire dans ce travail d'assistance.

Quant à la gestion des transferts, je reviens du Mali où tous les dix mètres on voit le panneau *western union*. Je rêve que ces derniers esclavagismes disparaissent, il y a là un régime de la prise en charge des transferts à penser au plan international. Le monde a besoin du migrant.

Colloque : LES EGLISES ET LE DEFI DES MIGRATIONS - 11 mars 2010